



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-20986>

Département(s) de publication : **21, 52, 71**

Annonce n° **26-20986**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** COUR D'APPEL DE DIJON

**Correspondant :** MME Streer Séverine, Responsable des marchés publics

**Adresse :** 8 rue Amiral Roussin, 21000 DIJON

**Coordonnées :**

**Téléphone :** 0380446188

**Courriel :** [rgbmp.sar.ca-dijon@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-dijon@justice.fr)

**Adresse internet du profil d'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

### Section 2 - Description du marché

**Objet du marché :** Prestations de télésurveillance pour les juridictions du ressort de la cour d'appel de Dijon - 3 lots géographiques

### Section 3 - Caractéristiques du marché

Refus des variantes.

### Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

à compter du 01/06/2026 et jusqu'au 31/05/2030

### Section 5 - Conditions relative au marché

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les**

**réglementent :** Paiement par virement administratif dans le délai de 30 jours à compter du service fait

**Unité monétaire utilisée, l'euro.**

### Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Il est accepté d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par le candidat, si celui-ci n'a pas accès à ces certificats ou n'a aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
- Document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir, dans leur pays d'origine, le service concerné

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

## Section 7 - Critères d'attribution

**Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :**

- Valeur technique : 55%
- Prix : 35%
- Démarche RSE : 10%

## Section 8 - Mode de passation du marché

**Type de procédure :** procédure adaptée

## Section 10 - Conditions de délai

**Date limite de réception des offres :** 02/04/2026 à 16:00

**Délai minimum de validité des offres :** 89 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## Section 11 - Autres renseignements

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :**  
SARDIJON\_TELESURVEILLANCE\_2026

## Section 12 - Adresses complémentaires

**Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées :**

**Coordonnées :**

**Poste :**

**Conditions de remise des offres ou des candidatures :** cf règlement de la consultation

## **Section 13 - Renseignements relatifs aux lots**

**Possibilité de présenter une offre pour plusieurs lots**

- **Lot(s) 1** - Prestations de télésurveillance des juridictions du département de la Côte d'Or
- **Lot(s) 2** - Prestations de télésurveillance des juridictions du département de la Haute Marne
- **Lot(s) 3** - Prestations de télésurveillance des juridictions du département de la Saône et Loire

## **Section 14 - Informations complémentaires**

**Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents :** Les documents de la consultation sont téléchargeables gratuitement à l'adresse [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence SARDIJON\_TELESURVEILLANCE\_2026

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 02/03/2026